

étonnant de voir de quels sacrifices les hommes publics sont parfois capables ! (Rires). En vérité, messieurs, il est surprenant de voir à quels sacrifices ils se dévouent pour le bien de leur pays ! (On rit.) Nous en avons ici un exemple très frappant ; un exemple des sacrifices que le patriotisme peut suggérer à un homme pour le salut de son pays. (Hilarité.) Car, à la suite du dernier des petits arrangements dont j'ai parlé, le monsieur dont la voix se faisait toujours entendre crut devoir pousser son dévouement jusqu'à accepter un portefeuille. (On rit.) Ce sacrifice étant consommé, il crut nécessaire de l'appuyer sur un principe, mais là était le point difficile. Quel principe était susceptible de s'étirer jusqu'à ce cas ? (On rit !) Malgré la difficulté, cependant, quelque génie inventif vint à son secours et lui suggéra de recourir au principe homéopathique. En effet, il entra au gouvernement à cheval sur ce principe, après avoir pris une dose infinitésimale de gritisme. (Hilarité prolongée.) Et voilà comment il se fait que nous avons aujourd'hui un gouvernement composé de trois ultra-réformistes et de neuf conservateurs. L'hon. monsieur dont je viens de parler se représenta à ses électeurs, qui lui redonnèrent son siège en cette chambre. Mon hon. ami de Toronto dit qu'il a été réélu par acclamation, eh ! bien, lorsque nous considérons que cet homme a été pendant des années le chef et le génie d'un grand parti politique, composé de la majorité des représentants du Haut-Canada ; quand nous considérons sa haute intelligence et l'influence qu'il exerçait avec la plume qu'il maniait avec tant d'énergie, il n'est pas du tout surprenant qu'il ait été réélu par acclamation. Il fait aujourd'hui partie du cabinet, et ici je me permettrai une petite digression sur la position actuelle du gouvernement. Vous devez vous rappeler, hons. messieurs, que nous jouissons ou plutôt que nous avons joui d'un système de gouvernement qui compte en ce pays un grand nombre d'admirateurs, mais que quelques hons. messieurs admirent encore plus que la généralité du peuple. Ce système est connu sous le nom de gouvernement responsable, et si je comprends bien la valeur de ces mots, on entend par eux que le gouvernement du pays doit fonctionner selon les vues bien comprises du peuple exprimées par ses députés à l'assemblée législative. (Ecoutez ! écoutez !) Cela étant admis, je puis donc objecter au gouvernement actuel pour la raison qu'il n'a pas

été formé selon ce principe, pour la raison qu'il n'émane pas de la volonté du peuple. Je ne puis avoir pour lui le même respect que j'avais avant que trois de ses membres conservateurs du Haut-Canada se fussent retirés pour faire place à trois ultra-réformistes ; car alors tous les ministres, qui étaient des hommes conséquents et dont les talents pouvaient être avantageusement comparés à ceux des membres d'aucune administration qui a pu être chargée des affaires de cette province ou de toute autre, appartenaient au même parti. Tous étant d'accord sur les principales questions politiques, ceux mêmes qui leur étaient opposés ne pouvaient s'empêcher de ressentir pour eux un profond respect motivé par leur sincérité, honnêteté et fidélité comme conservateurs et comme hommes, je le crois, professant des principes de saine politique. Mais l'introduction des trois autres membres a changé du tout au tout le caractère du gouvernement, et la première œuvre à laquelle cette alliance impie met la main, bien entendu à l'instigation du chef à la voix lointaine, est à l'effet de renverser notre constitution. (Ecoutez ! écoutez !) Lorsqu'une grande question vient devant cette chambre, et que, comme celle-ci, elle est destinée à rayer de nos lois toute une constitution pour lui en substituer une autre, je pense, hons. messieurs, que vous conviendrez avec moi que c'est là une des plus importantes mesures qui puisse émaner d'un gouvernement de la terre. (Ecoutez ! écoutez !) Eh ! bien, je demande à ceux qui désirent ardemment de voir fonctionner le gouvernement responsable dans toute son intégrité si nous avons là une administration qui puisse être reconnue comme l'expression de la volonté bien comprise du peuple ? Un gouvernement qui se dit responsable devrait directement émaner des élections et non pas être l'œuvre des ministres. (Ecoutez ! écoutez !) Je vous le demande, est-ce qu'à la dernière élection générale le peuple de l'une ou l'autre section de la province savait quelque chose de ce projet ? En élitant ses représentants, avait-il la moindre idée qu'ils auraient à se prononcer sur cette question ? La chose me paraît impossible, d'autant que la mesure est l'œuvre de l'individu dont j'ai parlé et qu'elle ne date que de la crise dans laquelle s'est trouvé le gouvernement TACHÉ-MACDONALD. A la dernière élection générale, le peuple ignorait que la législature allait être saisie d'une semblable mesure. Hons. messieurs, je ne me fusse pas levé